

Le 29, le 19 encore et toujours plus fort ! Des revendications de plus en plus populaires : l'unité du privé et du public !

Alors que le Président de la République, le gouvernement et le MEDEF, en refusant catégoriquement de répondre aux revendications soutenues aujourd'hui par près de 78% de l'opinion publique, misent de toute évidence sur l'effritement du mouvement, la mobilisation est encore montée d'un cran ce 19 mars.

213 manifestations à travers toute la France ont rassemblé, cette fois, 3 millions de salariés du privé et du public, de chômeurs, de jeunes et de retraités bien décidés à faire bouger le pouvoir et le patronat sur l'emploi, le pouvoir d'achat, la protection sociale, les services publics et les droits des salariés. En particulier, cette journée unitaire a été marquée par la très forte participation du secteur privé durement touché par une rafale de plans de licenciements.

Public, privé, actifs, privés d'emploi, étudiants et retraités, tous ensemble ont exigé d'autres réponses à la crise et, plus largement, des choix politiques radicalement différents de ceux actuellement mis en oeuvre. C'est un nouveau revers pour la politique de « rupture », de divisions et de reculs sociaux conduite par l'Élysée et le gouvernement.

Malgré cette mobilisation, le gouvernement fait la sourde oreille comme l'a fait le Premier ministre le soir même de cette journée. Il faut forcer ce gouvernement à entendre la colère des salariés et les urgences sociales qui s'expriment. Ils ne feront pas payer leur crise aux salariés !

Rien ne serait pire désormais que de voir le pouvoir poursuivre dans la voie des provocations, du mépris et de la démagogie. La gravité de la situation économique et sociale, et l'ampleur de l'exaspération de la population, imposent l'ouverture immédiate de véritables négociations sur la plateforme revendicative nationale et interprofessionnelle.

Madame Albanel, rien ne serait pire que de continuer à ne rien vouloir entendre !

Le message adressé par les agents du ministère à Christine Albanel est au moins aussi clair. Plus d'un an après le début de notre combat contre la RGPP, l'austérité budgétaire et les centaines de suppressions d'emplois annoncées pour la Culture, la détermination des personnels ne faiblit pas.

Pour défendre et développer le ministère, ses missions et ses moyens, dans toute la France les agents ont été une nouvelle fois très nombreux dans les manifestations et les grèves : au Musée du Louvre, à St Germain (fermé) à la Basilique St Denis (fermée), au Siège de l'INRAP (bloqué) au Château de Versailles (fermé), à école d'architecture de Paris-Malaquais, en Administration Centrale, au C2RMF, au Musée Guimet (fermé), au Château de Vincennes (fermé), aux Archives

Nationales (fermées), au CNAC Pompidou (fermé), à la BNF, à l'ENSAD, au Musée de Compiègne (fermé), aux Tours de la Rochelle (fermées), dans les DRAC et SDAP, au Château de Pau (fermé), à la Cité de Carcassonne, dans les centres archéologiques de l'INRAP et ses Directions Inter-Régionales, au Musée des Eyzies, au Château d'If, dans les écoles d'architecture de Clermont-Ferrand, Marseille, Lyon, Lille, Saint Etienne, Bordeaux... etc.

La ministre de la Culture, comme son gouvernement, ne veut rien lâcher.

Une ministre et son Cabinet qui fuient leur responsabilité !

Lors de la réunion de négociation du 18 mars, répondant à notre préavis de grève (CGT-FO-FSUSUD), le Directeur adjoint de Cabinet, Christophe TARDIEU, obligé de répondre point par point aux douze revendications qui y étaient inscrites, s'est trouvé contraint à admettre que «le plafonnement des emplois est extrêmement pénalisant» pour le fonctionnement du Ministère. Le même, estimant nécessaire de réaffirmer sa pleine solidarité gouvernementale, déclarait, sans rire, quelques minutes plus tard et pris cette fois-ci de cécité soudaine, « qu'il n'y avait aucun lien entre la réorganisation du ministère et les réductions d'emplois » !

Face à la pugnacité des organisations syndicales présentes et

décidées à défendre les revendications des personnels, le Cabinet renvoie au CTPM du 30 mars les réponses sur l'avenir des contractuels, il est obligé de reconnaître la nécessité impérieuse du repyramidage de la filière Administrative et annonce qu'il établira un état des lieux de la situation des emplois de la filière Accueil Surveillance et Magasinage menacée d'externalisation.

Les personnels ne se contenteront pas de déclarations d'intention. Il faudra bien que le Cabinet satisfasse leurs revendications, en particulier au CTPM du 30 mars.

C'est un Cabinet peu fier, défendant encore du bout des lèvres et sans le début d'un raisonnement la précarisation de l'emploi à l'INRAP avec les contrats d'opération et la délocalisation de son siège à Reims, qui sort éreinté de ces 6 heures de négociations !

D'ici là, la mobilisation des personnels est encore la meilleure garantie d'obtenir satisfaction sur l'ensemble de leurs revendications. Tout sourds, aveugles et muets que soient ce Cabinet et ce gouvernement, nous avons ensemble les moyens de les faire plier sur la RGPP et nos revendications !

Dans cette situation, il faut s'appuyer sur la dynamique de ces grandes journées de grève et de manifestations pour amplifier encore le rapport de force et imposer au gouvernement et à ses

ministres de vraies mesures en matière de développement des moyens et des emplois du service public, d'augmentation des salaires et de protection sociale.

Nous appelons les personnels à débattre en Assemblées Générales des perspectives, des moyens, et des modalités les plus adaptés pour faire aboutir les revendications, comme d'autres ont su le faire, et pour donner encore plus d'efficacité aux prochaines mobilisations avant celle du 1er Mai.

23 03 2009